EU CONVINCE – Valeurs communes de l'UE et Education inclusive

RAPPORT DE PROJET



Publié par le Comité syndical européen de l'éducation - Bruxelles 2020 La reproduction partielle ou totale de cette publication est permise sans autorisation. Cependant, le nom du CSEE doit être mentionné et une copie de l'ouvrage ou du document doit être envoyée au secrétariat du CSEE.

2/2020



Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Table des matières

1.	RÉSUMÉ DU PROJET	4
2.	COMITÉ CONSULTATIF	6
3.	ACTIVITÉS DU PROJET	7
4.	RÉSULTATS DU PROJET	19

1.RÉSUMÉ DU PROJET

Depuis plusieurs années, l'extrémisme, la xénophobie, la violence, la radicalisation et les attaques terroristes gagnent du terrain en Europe et mettent en péril non seulement la sécurité des citoyen·ne·s, mais également les valeurs universelles que sont la liberté, la démocratie, la tolérance, l'égalité, la non-discrimination, le respect de l'Etat de droit, les droits humains et la solidarité. A cet égard, le rôle de l'éducation, en particulier celui du personnel enseignant, de la direction des établissements scolaires, du personnel de l'éducation et des employeurs de ce secteur, demeure crucial pour promouvoir la citoyenneté démocratique et l'inclusion sociale dans des contextes éducatifs et des environnements d'apprentissage diversifiés.

« <u>EU CONVINCE</u> – <u>Valeurs communes de l'UE et Education inclusive</u> » est un projet de deux ans (2018-2020) mené conjointement par le CSEE, la FEEE et l'ESHA ayant pour objectif de fournir au personnel enseignant et de l'éducation, à la direction des établissements scolaires, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté scolaire, les outils et les méthodes leur permettant d'offrir une éducation inclusive de qualité à tous les individus et de mieux aborder la question de la citoyenneté dans les classes et les activités hors programme. Le projet EU CONVINCE se veut une réponse directe aux problèmes et opportunités que présentent actuellement le multiculturalisme, la diversité et l'inclusion sociale.

Dans le cadre de ce projet, une série d'ateliers ont été organisés à Rome, à Paris et à Berlin pour permettre aux organisations membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA de présenter, diffuser et améliorer les bonnes pratiques dans d'autres contextes et cadres éducatifs et leur offrir l'occasion d'étudier les solutions possibles pour relever les défis rencontrés par les acteurs de l'éducation lorsqu'il s'agit d'apprendre à enseigner la citoyenneté démocratique. D'autre part, ces ateliers ont permis aux participant·e·s d'échanger et présenter leurs bonnes pratiques et de rechercher des solutions aux problèmes en s'inspirant des bonnes pratiques mises en place dans d'autres pays, par exemple en appliquant celles des uns aux

problèmes des autres. Les résultats du projet sont notamment un rapport de recherche, présentant les résultats de l'enquête menée en ligne auprès des organisations membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA pour recueillir leurs points de vue à propos des problématiques et bonnes pratiques en lien avec l'éducation civique et citoyenne. Le projet a également permis de proposer une formation en ligne ouverte à l'ensemble du public (MOOC) en anglais et en français, intitulée Education à la citoyenneté et aux droits humains pour le changement, destinée à aider le personnel enseignant et de l'éducation, la direction des établissements scolaires, les syndicats de l'enseignement et les employeurs de l'éducation à mieux aborder les thématiques en lien avec la citoyenneté au sens large. Cette formation en ligne, qui s'appuie sur les recommandations et les bonnes pratiques innovantes et efficaces échangées et examinées durant le projet, s'est déroulée durant six semaines, du 29 avril au 9 juin 2019. Les documents politiques consécutifs au projet comptent notamment deux déclarations conjointes du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA: Education à la citoyenneté démocratique et aux valeurs communes de l'UE (2018) et Ecoles inclusives dans le contexte de sociétés diversifiées (2019).

PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PROJET

- Identifier, diffuser et améliorer (transfert/adaptation/application plus large) les bonnes pratiques efficaces (dans d'autres pays/ contextes/systèmes éducatifs) en ce qui concerne le rôle des syndicats de l'enseignement dans la mise en œuvre des politiques éducatives nationales visant à promouvoir l'enseignement des valeurs universelles et l'éducation inclusive.
- Offrir au personnel enseignant, aux employeurs de l'éducation, à la direction des établissements scolaires, aux familles, ainsi qu'aux élèves, une plateforme innovante pour l'échange des bonnes pratiques au niveau local.
- Améliorer l'acquisition des compétences sociales, civiques et interculturelles des élèves, ainsi que leur compréhension et leur appropriation des valeurs universelles au sens large.

2.COMITÉ CONSULTATIF

Le projet était dirigé par un comité consultatif, chargé d'apporter ses conseils et son expérience de terrain, d'aider à la conception de l'enquête en ligne du projet, de contribuer aux déclarations conjointes et de partager son expertise et ses recommandations dans le cadre des MOOC. Ce comité était, en outre, responsable de la diffusion des conclusions du projet et de l'évaluation des résultats. Il était composé des représentant es syndicats nationaux de l'enseignement pour chaque niveau du système éducatif.



Deux partenaires associés, « COFACE – Families Europe » et « OBESSU – Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européen·ne·s », ont également été invités à contribuer à la mise en œuvre plus large du projet, notamment au travers de la diffusion de ses résultats et du matériel associé

Dominique Danau, SAGO research, The Netherlands Lithuania

Janina Glaeser, GEW, Germany

3.ACTIVITÉS DU PROJET

RECHERCHE

Dans le cadre du projet CONVINCE, un questionnaire a été mis en ligne pour recueillir les points de vue des membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA à propos des problématiques et bonnes pratiques en lien avec l'éducation civique et citoyenne. Associé à une recherche documentaire, ce questionnaire avait également pour but d'identifier et mettre en lien les défis et bonnes pratiques pour la promotion de la citoyenneté démocratique et des valeurs de liberté, de tolérance et de non-discrimination au travers de l'éducation, en particulier dans l'enseignement secondaire, tant dans les programmes d'études (apprentissage formel) que dans le cadre des activités hors programme (apprentissage non formel).

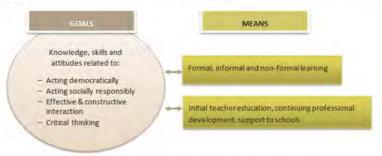
L'enquête consistait en une série de questions à choix multiples, offrant la possibilité d'ajouter, dans des encarts, des informations complémentaires concernant les expériences ou perspectives nationales. L'enquête comportait six volets thématiques :

- Education civique et culture scolaire démocratique
- Enseignement en contexte d'apprentissage multiculturel pour le dialogue interculturel au sein de l'enseignement formel et non formel
- Enseignement de questions controversées et sensibles
- Sécurité sur Internet : désinformation, responsabilité numérique et réflexion critique à l'égard des TIC
- Direction des établissements scolaires et « approche holistique de l'école »

 Education inclusive pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme

Le rapport de recherche se compose d'un chapitre principal présentant un aperçu des six thématiques. D'autres résultats détaillés de la recherche sont présentés sous la forme de tableaux dans les annexes du rapport, ainsi qu'un résumé des exemples, des politiques et des bonnes pratiques, présentés par pays. 107 participant·e·s, représentant 91 organisations professionnelles dans 46 pays et régions en Europe, ont répondu à l'enquête en ligne. Cette initiative a permis de collecter un grand nombre de données

The conceptual framework of citizenship education: goals and means of citizenship education in schools



Source: EURYDICE, (2017), Citizenship Education at School in Europe, p24, https://eurydice.org.pl/wp-content/uploads/2017/11/215 EN Citizenship 2017 N.pdf

qui ont contribué à nourrir les débats portant sur les valeurs communes de l'UE et la citoyenneté, en particulier dans l'enseignement secondaire, tant dans les programmes d'études (apprentissage formel) que dans le cadre des activités hors programme (apprentissage non formel).

Les conclusions de la recherche présentées dans le rapport sont également des recommandations.

 Définir des cadres politiques de soutien, délimitant les responsabilités de la direction et du personnel des écoles pour les questions essentielles telles que la citoyenneté numérique et la cybersécurité et désignant les personnes responsables de la communication avec les parents/

tuteur·rice·s et les autres intervenants, en vue de gagner à la fois la confiance et le respect. Pour être efficaces, ces cadres politiques de soutien doivent être accompagnés de **ressources adéquates** (temps, personnel, ressources financières et techniques) et englober tous les niveaux.

- Les cadres politiques de soutien à la citoyenneté démocratique et à l'éducation inclusive doivent être définis en consultation avec les partenaires sociaux de l'éducation, une démarche qui répond à la demande en matière de gouvernance collégiale et de coopération entre les divers intervenants.
- Afin de pallier les manquements en termes de mise en œuvre, il est recommandé de définir des politiques fondées sur des données probantes, accompagnées, comme stratégie possible, de systèmes d'évaluation solides dans les domaines de la citoyenneté et de l'éducation inclusive.
- Il importe de **soutenir le personnel** enseignant dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, de la gestion de la diversité, des questions sensibles ou controversées et de la citoyenneté numérique.
- Une approche jugée efficace pour promouvoir l'éducation inclusive consiste à renforcer l'engagement et le travail en réseau du personnel enseignant et de l'éducation, des équipes de direction, des parents et des élèves dans le cadre de la vie scolaire (approche holistique de l'école) en vue de favoriser la création d'environnements d'apprentissage plus démocratiques permettant aux élèves de mettre en pratique la démocratie et le respect mutuel (culture scolaire démocratique).
- Les participant·e·s à l'enquête CONVINCE estiment que la formation destinée à donner des moyens au personnel enseignant de gérer les différences et la diversité dans les classes est un moyen efficace de

mettre en valeur la diversité.

- L'engagement de la direction est une composante essentielle de l'approche holistique de l'école, présentant néanmoins certaines difficultés.
- Les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires pour devenir un·e citoyen·ne actif·ive ne s'enseignent pas uniquement dans les classes. Raison pour laquelle, il importe que les cadres politiques soient mis en corrélation avec les programmes d'études et les activités hors programme.
- Citoyenneté numérique: aider les enfants et les jeunes à participer en toute sécurité et de manière efficace, critique et responsable dans un monde dominé par les réseaux sociaux et les technologies numériques, est désormais une priorité pour la communauté enseignante dans le monde entier.
- Les participant·e·s à l'enquête recommandent de combiner les activités scolaires et hors programme pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme parmi les élèves, par exemple demander à des élèves provenant de contextes différents de réaliser des travaux conjointement, promouvoir les organisations de jeunesse, sportives ou culturelles locales, visiter des expositions, discuter de problèmes sociétaux pertinents et inviter en classe des personnalités issues de différentes communautés pour discuter de leur travail.

ATELIERS DE FORMATION

Trois ateliers de formation ont été organisés dans le cadre de ce projet :

- « Bonnes pratiques réussies en matière d'éducation à la citoyenneté et d'enseignement des valeurs communes de l'UE », 31 janvier 2019, Rome.
- « Une approche holistique de l'école pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme », 5 mars 2019, Paris.
- « L'éducation à la citoyenneté démocratique numérique à l'ère d'Internet : défis et opportunités », 2 avril 2019, Berlin.

PRINCIPAUX OBJECTIFS DES ATELIERS DE FORMATION

- Offrir aux organisations membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA l'occasion de présenter, diffuser et améliorer les bonnes pratiques dans d'autres contextes et cadres éducatifs et d'étudier les solutions possibles pour relever les défis rencontrés par les acteurs de l'éducation lorsqu'il s'agit d'apprendre à enseigner la citoyenneté démocratique.
- Offrir aux participant·e·s l'occasion d'échanger et présenter leurs bonnes pratiques et de rechercher des solutions aux problèmes en s'inspirant des bonnes pratiques mises en place dans d'autres pays, par exemple en appliquant celles des uns aux problèmes des autres.
- Fournir un soutien et une orientation dans le cadre de la formation du personnel enseignant concernant les approches et méthodes innovantes et efficaces pour l'enseignement de la citoyenneté et





Atelier de formation à Rome

Atelier de formation à Berlin

Atelier de formation à Paris

Un atelier de formation placé sous le thème « Bonnes pratiques réussies en matière d'éducation à la citovenneté et d'enseignement des valeurs communes de l'UE », organisé le 31 janvier 2019 à Rome, en Italie, a offert l'occasion aux membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA en Belgique, à Chypre, au Danemark, en France, en Grèce, en Italie, en Irlande, en Lettonie, au Portugal, en Roumanie, en Slovénie, ainsi qu'aux Pays-Bas, de discuter de leur rôle dans la promotion de la citovenneté démocratique et de l'inclusion sociale dans des contextes éducatifs et des environnements d'apprentissage diversifiés. En petits groupes de travail, les participantes ont présenté des exemples de problèmes rencontrés au niveau national par les parties prenantes de l'éducation lorsqu'il s'agit d'enseigner la citoyenneté, les droits humains et les valeurs fondamentales, tout en proposant des approches et des solutions efficaces et innovantes pour l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits humains. Calin Rus, expert auprès du Conseil de l'Europe et directeur de l'Institut interculturel de Timisoara en Roumanie, a présenté les compétences offertes par la formation du personnel enseignant pour l'enseignement en milieu interculturel, introduite par le Cadre de référence des compétences pour une culture démocratique, récemment publié par le Conseil de l'Europe. Afin d'alimenter le débat, Dre Catherine Lowry-O'Neill, représentant la School for Lifelong Learning of 'Waterford Institute of Technology' (Irlande), partenaire du projet, a présenté les stratégies éducatives mises en place en Europe par la direction des établissements scolaires et les gouvernements pour promouvoir l'éducation à la citoyenneté et les valeurs communes de l'UE.

L'atelier de formation placé sous le thème « <u>Une approche holistique de l'école pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme</u> », organisé le 5 mars 2019 à Paris, en France, a offert l'occasion aux membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA en Belgique, en Croatie, à Chypre, au Danemark, en Estonie, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Irlande, en Lettonie, à Malte, en Pologne, au Portugal, en Roumanie, en Slovénie, aux Pays-Bas, ainsi qu'au

Royaume-Uni, de discuter de leur rôle dans la promotion de la citoyenneté démocratique et de l'inclusion sociale dans des contextes éducatifs et des environnements d'apprentissage diversifiés. En petits groupes de travail, les participant·e·s ont présenté des exemples de problèmes rencontrés au niveau national par les acteurs de l'éducation lors de la mise en œuvre d'une approche holistique de l'école, notamment le manque de temps et d'espace dû à la charge de travail et la limitation des programmes scolaires aux matières nécessaires à la préparation des examens. Les participantes ont également proposé des bonnes pratiques et des solutions innovantes pour encourager l'instauration d'une culture de la démocratie au sein de l'éducation, notamment promouvoir les compétences nécessaires au développement de l'esprit critique, préparer les enfants dès leur plus jeune âge à respecter pleinement les opinions, la culture et les traditions d'autrui, collaborer avec les communautés locales et faire en sorte que tous les acteurs de l'éducation puissent coopérer – personnel, direction et autorités éducatives. Par ailleurs, Milica Popovic, experte auprès du Conseil de l'Europe et consultante, a passé en revue les compétences requises pour instaurer une culture de la démocratie, proposées dans le <u>Cadre de référence</u> des compétences pour une culture de la démocratie, récemment publié par le Conseil de l'Europe. Afin d'alimenter le débat, Dre Catherine Lowry-O'Neill représentant la School for Lifelong Learning du Waterford Institute of Technology (Irlande), partenaire du projet, a passé en revue les raisons qui poussent les individus à se tourner vers l'extrémisme et a présenté les principales composantes de l'approche holistique de l'école, en tant qu'outil destiné à prévenir la radicalisation au travers de l'éducation.

Un atelier de formation intitulé « <u>Education à la citoyenneté démocratique numérique à l'ère d'Internet : défis et opportunités</u> », organisé le 2 avril 2019 à Berlin, en Allemagne, a offert l'occasion aux membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA en Belgique, en Croatie, à Chypre, au Danemark, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Irlande, en Lettonie, en Lituanie, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Roumanie, en Slovénie, en Espagne, ainsi qu'en Turquie, de discuter de leur rôle dans la promotion de la citoyenneté démocratique et de l'inclusion sociale dans des contextes éducatifs et des

environnements d'apprentissage diversifiés. En petits groupes de travail, les participant·e·s ont présenté des exemples de problèmes rencontrés au niveau national par les parties prenantes de l'éducation lorsqu'il s'agit de promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique numérique et la sécurité sur Internet, tout en proposant des approches et des solutions efficaces et innovantes pour l'éducation à la citoyenneté démocratique numérique. Elizabeth Milovidov, experte auprès du Conseil de l'Europe, a donné son avis concernant l'utilisation responsable des TIC et des réseaux sociaux dans les écoles. Afin de compléter la discussion, Catherine Lowry-O'Neill, représentant la School for Lifelong Learning of 'Waterford Institute of Technology' (Irlande), partenaire du projet, a souligné l'importance de renforcer l'éducation aux médias et la réflexion critique face aux TIC, afin de promouvoir l'inclusion sociale et prévenir l'endoctrinement et la radicalisation.

CONFÉRENCE CLÔTURE

La conférence de clôture a permis aux participant·e·s de discuter des résultats finaux du projet, notamment du <u>rapport</u> détaillé « Enjeux et bonnes pratiques en matière de promotion de la citoyenneté et des valeurs de liberté, tolérance et non-discrimination grâce à l'éducation », préparé par l'équipe de recherche du projet. Les représentant·e·s des organisations membres du CSEE, de la FEEE et de l'ESHA ont eu l'occasion de discuter avec les différentes parties prenantes de l'éducation (entre autres, les associations de parents et d'élèves) des défis et des opportunités liés à la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté démocratique et de l'éducation inclusive dans leurs contextes nationaux et de mettre en corrélation les problématiques et les bonnes pratiques appliquées dans les établissements scolaires et les différents pays. Les séances interactives des groupes de travail visaient à examiner les modalités de mise en œuvre pratique des déclarations conjointes des partenaires du projet « <u>Education à la citoyenneté et aux valeurs communes</u>



<u>de l'UE</u> » et « <u>Ecoles inclusives dans le contexte de sociétés diversifiées</u> », aux niveaux européen, national et local. Par ailleurs, une séance de formation consacrée à l'enseignement de questions controversées a été diffusée en direct à partir du <u>MOOC</u>.

Dans le cadre de la conférence de clôture de deux jours, les participant·e·s ont non seulement discuté des résultats du projet, échangé des bonnes pratiques et examiné des thématiques intéressantes telles que la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits humains, mais ont également participé activement aux débats en plénière et fait part de leurs points de vue à propos de questions importantes telles que les moyens de garantir que la numérisation contribue positivement à l'éducation inclusive, et non l'inverse. L'éducation à la citoyenneté numérique représente une nouvelle dimension de l'éducation à la citoyenneté, centrée sur les compétences, les connaissances et les valeurs devant être acquises par les élèves pour devenir des citoyen·ne·s informé·e·s et responsables au sein d'une société numérique. L'éducation à la citoyenneté numérique permet aux élèves d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour utiliser Internet de manière critique, afin de pouvoir détecter les informations erronées ou fausses et le cyber-harcèlement, et lutter contre les inégalités et la discrimination dans le monde numérique et non numérique. Une autre discussion était centrée sur l'outil de prévention que représente l'éducation inclusive contre la violence, la radicalisation et l'extrémisme au niveau national. Il a été souligné que, à une époque dominée par le discours populiste, il était plus indispensable que jamais de veiller à la qualité du personnel enseignant et de la direction des établissements scolaires. D'autre part, une place plus importante devrait être accordée à la formation sociale, tandis que l'éducation à la diversité devrait faire partie de tous les programmes d'études. Les participant·e·s ont, en outre, reconnu qu'une approche holistique de l'école était cruciale pour promouvoir la citoyenneté démocratique et l'inclusion sociale dans des contextes éducatifs et des environnements d'apprentissage diversifiés, dans la mesure où les besoins de tous les acteurs majeurs de l'éducation sont pris en compte : personnel enseignant, élèves, parents, syndicalistes et l'ensemble de la communauté. Toutefois, il a également été souligné que, s'il est nécessaire

de coopérer avec l'ensemble de ces parties prenantes, il est tout aussi important de mesurer le pouvoir qui leur est conféré et de veiller à ne pas porter atteinte à l'autonomie du personnel enseignant et de la direction des établissements scolaires.

MOOC Education à la citoyenneté et aux droits humains pour le changement

Dans le cadre du projet EU CONVINCE, une formation en ligne ouverte à l'ensemble du public (MOOC), proposée en anglais et en français, a été lancée en vue d'aider le personnel enseignant et de l'éducation, la direction des établissements scolaires, les syndicats de l'enseignement et les employeurs de l'éducation à mieux aborder les thématiques en lien avec la citoyenneté au sens large. Ces cours en ligne s'appuient sur les recommandations et les bonnes pratiques innovantes et efficaces échangées et examinées durant le projet. Les cours comportent trois modules :



- Le module 1 est consacré aux cadres et définitions internationaux et régionaux concernant l'éducation aux droits humains (EDH). L'accent est mis non seulement sur les normes internationales et régionales qui constituent l'essentiel de l'EDH, mais également sur ses objectifs, principes et intervenants principaux.
- Le module 2 aborde des contextes et des questions plus spécifiques, couvrant plusieurs domaines (notamment les droits des personnes handicapées et la migration), ainsi que divers aspects en lien avec l'éducation inclusive (par exemple l'inclusion des minorités ou le rôle préventif de l'éducation inclusive contre la violence et l'extrémisme).
- Le module 3 est centré sur les principes de l'école holistique et une approche fondée sur la primauté du droit au sein de l'éducation. Ce dernier souligne en particulier l'importance de la gestion participative de la communauté scolaire, impliquant de répondre aux besoins des élèves, du personnel de l'éducation et de la communauté en général, non seulement dans les programmes d'études, mais également dans l'environnement d'apprentissage et l'ensemble de l'école.

Cette formation était coordonnée par le réseau Global Campus of Human Rights et assurée par des universitaires et spécialistes représentant les milieux concernés : Pr. Léonce Bekemans et Pr. Paolo de Stefani, Université de Padoue ; Pr. Florence Bénoit Rohmer, Université de Strasbourg ; Pr. Anja Mihr, Académie de l'OSCE à Bichkek ; et Pr. Manfred Nowak, Global Campus of Human Rights. Dans le cadre de la coopération globale au sein du projet EU CONVINCE, plusieurs volets et bonnes pratiques du rapport de recherche ont été intégrés à la formation et aux recommandations de lecture. D'autre part, le « Compendium des bonnes pratiques et des références » préparé par l'équipe de recherche a été téléchargé à la fin du cours sur la plateforme MOOC.

Cette formation en ligne, organisée entre le 29 avril et le 9 juin 2019, avec la participation de 13 conférencier·ère·s, proposait 6 discussions

hebdomadaires et 6 quizz. Le nombre d'élèves participants est passé de 270 au départ à 368 à la fin. D'après l'enquête portant sur l'expérience des utilisateur·rice·s, les participant·e·s ont jugé la formation utile au-delà de l'éducation et des connaissances, compte tenu de l'influence sur les approches professionnelles et personnelles de la question étudiée.

Vu le succès du MOOC, il a été décidé de maintenir cette formation ouverte au public. Ainsi, depuis le 1er septembre 2019, toute personne intéressée peut accéder à tous les contenus et quizz du cours en ligne (à l'exception des discussions hebdomadaires) : https://gchumanrights.org/education/e-learning/moocs/eu-convince/about.html

4. RÉSULTATS DU PROJET

Déclaration conjointe Education à la citoyenneté et aux valeurs communes de l'UE.

La Déclaration conjointe Education à la citoyenneté démocratique et aux valeurs communes de l'UE a été rédigée au cours de la première année du projet. A la lumière de la <u>Déclaration de Paris</u> sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination, de l'<u>Objectif de développement durable 4</u> visant à garantir l'éducation universelle inclusive et de qualité et à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, et du <u>Socle européen des droits sociaux</u> récemment proclamé, les partenaires du projet EU CONVINCE soulignent que la promotion des valeurs communes fondamentales au sein et par le biais de l'éducation doit inclure les principes de la citoyenneté démocratique.

Cette déclaration préconise entre autres ce qui suit :

- Offrir au personnel enseignant et de l'éducation les moyens de promouvoir l'esprit critique, les valeurs démocratiques, l'engagement civique et les nouvelles technologies innovantes.
- Assurer l'autonomie du personnel enseignant et de l'éducation pour la gestion de la diversité. Il importe d'encourager davantage la diversité parmi le personnel enseignant, les équipes de direction et le personnel universitaire, afin de faciliter la promotion du respect mutuel et d'orienter la culture des écoles et des établissements scolaires vers une valorisation de la différence et de la diversité, au profit de l'éducation inclusive.
- Renforcer l'engagement et le travail en réseau du personnel enseignant et de l'éducation, de la direction, des parents et des élèves dans le cadre de la vie scolaire (approche holistique de l'école) afin de favoriser la création d'environnements d'apprentissage démocratiques permettant aux élèves de mettre en pratique la démocratie et le respect mutuel (culture scolaire démocratique).

La déclaration, publiée en anglais, français, allemand, espagnol et russe, est disponible <u>en ligne</u>.





Déclaration conjointe Ecoles inclusives dans le contexte de sociétés diversifiées

La Déclaration conjointe Ecoles inclusives dans le contexte de sociétés diversifiées a été rédigée au cours de la seconde année du projet. Celle-ci souligne que la création consciencieuse d'un environnement d'apprentissage inclusif forme la base même d'une éducation capable de répondre aux besoins et intérêts de l'ensemble des élèves et du personnel de l'éducation, quelle que soit leur situation. Raison pour laquelle la déclaration contient une description détaillée des cinq principes fondamentaux sur lesquels doivent reposer les écoles inclusives dans le contexte de sociétés diversifiées :

- Garantir des environnements d'apprentissage physiques, sociaux et émotionnels sûrs où les libertés d'opinion et d'expression sont respectées.
- Encadrer le personnel enseignant et de l'éducation et le préparer à la gestion de la diversité au sein des écoles et au dialogue interculturel, notamment en ce qui concerne l'enseignement des questions controversées et sensibles.
- Faire en sorte que la direction des établissements scolaires s'engage à créer et rendre opérationnels des environnements d'apprentissage et d'enseignement collaboratifs et à instaurer la gouvernance collégiale.
- Faire en sorte que les autorités éducatives aient une vision holistique des systèmes éducatifs, ce qui implique d'intégrer chaque membre de nos sociétés et de préparer les élèves à devenir des citoyen·ne·s actif·ive·s et responsables dans un monde caractérisé par la diversité sociale et économique.
- Assurer la participation de toutes les parties prenantes pertinentes, notamment les partenaires scolaires et sociaux, et leur engagement total à maintenir des écoles inclusives et à promouvoir la diversité, le respect mutuel et le dialogue interculturel au sein de l'éducation.

La déclaration, publiée en anglais, français, allemand, espagnol et russe, est disponible <u>en ligne</u>.

AUTRES RÉSULTATS DU PROJET

Une affiche électronique EU CONVINCE a été publiée <u>en ligne</u> dans les 24 langues officielles de l'UE et distribuée à l'ensemble des partenaires du projet, afin de garantir la diffusion des résultats auprès d'un public plus large, notamment le personnel enseignant, les employeurs de l'éducation, la direction des établissements scolaires et les autres parties prenantes du secteur. La version papier de l'affiche a été publiée en 5 langues (EN, FR, ES, DE et RU) et distribuée durant les ateliers de formation, la conférence de clôture et les réunions du comité consultatif afin d'être transmise aux affiliés. L'affiche comporte des mots clés se référant aux thématiques du projet.

Tout au long du projet, six bulletins d'information ont été distribués aux partenaires du projet, à leurs affiliés, ainsi qu'à d'autres intervenants. Ceux-ci contenaient des informations importantes concernant les activités et résultats du projet, ainsi que des liens et des invitations à rejoindre les canaux médiatiques du projet sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter).



Afin de diffuser les résultats du projet à un public plus large, ces bulletins ont été publiés en anglais, en français et en russe et sont disponibles au <u>téléchargement</u> sur la page web du projet.

Dans le cadre du projet EU CONVINCE, un groupe Facebook « <u>Ecoles pour l'inclusion</u> » a été créé en vue d'offrir un système de collaboration en réseau permettant au personnel de l'éducation, aux syndicalistes du secteur, à la direction des établissements scolaires, aux employeurs de l'éducation et aux diverses parties prenantes d'échanger leurs points de vue concernant l'éducation inclusive. Ce groupe offre la possibilité d'échanger les bonnes pratiques existantes pour l'éducation inclusive et l'enseignement de la citoyenneté démocratique et des droits humains, de discuter des nouveaux défis et de jeter les bases d'une coopération future des écoles en faveur de l'inclusion, avec le soutien des parties prenantes pertinentes de l'éducation.

Un compte <u>@ConvinceEu</u> a également été créé sur Twitter, un autre réseau social utilisé pour diffuser les informations relatives aux activités et aux résultats du projet.

PUBLICATIONS AND REPORTS

PUBLICATIONS	LANGUES									
Affiche du projet	<u>EN</u>	<u>FR</u>	<u>DE</u>	<u>ES</u>	<u>PL</u>	<u>II</u>	<u>RU</u>			
	<u>CS</u>	EL	HU	<u>BG</u>	LV	LT	<u>NL</u>	PT		
	<u>SK</u>	<u>SL</u>	<u>DA</u>	<u>SV</u>	<u>ET</u>	<u>FI</u>	HR	<u>RO</u>		
Rapport de recherche (version intégrale)	EN									
Rapport de recherche (résumé)	<u>EN</u>	FR								
Rapport de recherche (synthèse)	<u>EN</u>		<u>DE</u>	<u>ES</u>	<u>PL</u>	<u>IT</u>	<u>RU</u>			
Déclaration conjointe Education à la citoyenneté et aux valeurs communes de l'UE	<u>EN</u>	<u>FR</u>	<u>DE</u>	<u>ES</u>		<u>IT</u>	<u>RU</u>			
Déclaration conjointe Ecoles inclusives dans le contexte de sociétés diversifiées	<u>EN</u>	FR	<u>DE</u>	<u>ES</u>	PL	İT	RU			

Rapport de l'atelier de formation (Rome)	<u>EN</u>					
Rapport de l'atelier de formation (Paris)	<u>EN</u>					
Rapport de l'atelier de formation (Berlin)	<u>EN</u>					
Rapport de la conférence de clôture	<u>EN</u>					
Bulletins d'information du projet	1- <u>EN</u> 2- <u>EN</u> 3- <u>EN</u> 4- <u>EN</u> 5- <u>EN</u>	1-FR 2-FR 3-FR 4-FR 5-FR 6-FR			1-RU 2-RU 3-RU 4-RU 5-RU 6-RU	
MOOC : Education à la citoyenneté et aux droits humains pour le changement	<u>EN</u>	<u>FR</u>				

Site web du projet : https://www.csee-etuce.org/en/projects/ eu-convince/2433-education-and-democratic-citizenship

Le projet sur Twitter : <a>@ConvinceEu

Groupe Facebook « Ecoles pour l'inclusion »: https://www.facebook.com/groups/150471735627825/







EUROPEAN TRADE UNION COMMITTEE FOR EDUCATION COMITE SYNDICAL EUROPEEN DE L'EDUCATION

5, bd du Roi Albert II - 9^{ème} B-1210 Brussels, Belgium Tel. +32-(0)2 224 06 91 / 92 secretariat@csee-etuce.org www.csee-etuce.org



INTERNATIONALE DE L'EDUCATION INTERNACIONAL DE LA EDUCACIÓN

5, bd du Roi Albert II 1210 Brussels, Belgium Tel. +32-(0)2 224 06 11 headoffice@ei-ie.org www.ei-ie.org